

Maître d'ouvrage :



SGAMI SUD EST – Direction de l'immobilier « le Gouverneur » - 215 rue André Philippe – 69421 LYON CEDEX 03

Opération :

BRIGADE CANINE 38 - CHENIL

Rue Jean Coppier – LE VERSOUD

Phase :

DCE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES

Bureau d'Études Rénovation :

SIRADEX

ZAC des Gaulnes

115 rue Gustave Eiffel

69330 MEYZIEU



Indice	Date	Modification(s)	Réalisé par	Vérifié par
00	29/05/19		KL	
01	26/12/19		KL	
02	22/01/20		KL	
03	20/02/20		KL	

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
1.1	ORGANISMES ET PERSONNES RESPONSABLES DU PROJET	3
1.2	PREAMBULE	3
1.3	DEFINITION DU PROJET	3
1.4	LOCALISATION DE L'OPERATION	4
1.5	ETAT ACTUEL	4
1.6	PROTECTION CONTRE L'INENDIE	4
1.7	ALLOTISSEMENT – DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.8	MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE	4
1.9	CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
1.10	PRINCIPE DE CONSULTATION	5
1.11	DEFINITION DES PIECES CONSTITUTIVES DU PRESENT DOSSIER	6
1.12	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	6
1.13	DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	7
1.14	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	7
1.15	GESTIONS DES DECHETS.....	9
2	PRESCRIPTIONS COMMUNES	11
2.1	PRESCRIPTIONS D'ORDRE GENERAL.....	11
2.2	COORDINATION ENTRE CORPS D'ETAT	13
2.3	ETUDES - PLANS - NOTICES.....	13
2.4	IMPLANTATION	14
2.5	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	14
2.5.1	PANNEAU DE CHANTIER.....	14
2.5.2	CLOTURES DE CHANTIER	15
2.5.3	BUREAUX - BARAQUEMENTS	15
2.5.4	INSTALLATIONS SANITAIRES DE CHANTIER	15
2.5.5	RESEAU D'ASSAINISSEMENT	15
2.5.6	BRANCHEMENTS DIVERS DE CHANTIER	15
2.5.7	NETTOYAGE ET REPLIEMENT DES INSTALLATIONS.....	16
2.6	PROTECTION DES OUVRAGES	16
2.7	DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX.....	16
2.8	AUTO CONTROLE DES ENTREPRISES	16

1 GENERALITES

1.1 ORGANISMES ET PERSONNES RESPONSABLES DU PROJET

Maître d'Ouvrage :

SGAMI SUD EST
Direction de l'immobilier « le Gouverneur »
215 rue André Philippe
69421 LYON CEDEX 03

Maître d'œuvre :

SIRADEX
ZAC des Gaulnes - 115 rue Gustave Eiffel
69 330 MEYZIEU
Mail : anne-lise@siradex.fr
Tel : 04 37 45 00 39

BE CONTROLE :

BUREAU ALPES CONTROLES
Centr'Alp – 166 rue du Rocher de Lorzier
38460 MOIRANS

SPS :

BUREAU ALPES CONTROLES
Centr'Alp – 166 rue du Rocher de Lorzier
38460 MOIRANS

La Maîtrise d'Œuvre s'est vue confier par le Maître d'Ouvrage une mission dite de base, avec études d'exécution.

1.2 PREAMBULE

Le présent document a pour but de définir les prestations incombant à tous les corps d'état, et de ce fait de permettre aux entreprises consultées d'établir leurs offres, sans restriction ni réserves. L'entrepreneur soumissionnaire reconnaît s'être rendu sur place afin de juger de la nature et de la difficulté des travaux à réaliser, tant en ce qui concerne les préparations et les installations, que la construction d'ouvrage, la remise en état, ou l'aménagement avec la mise en conformité par rapport aux règles et normes.

De même par ses connaissances il aura pallié les imprécisions ou lacunes, étant entendu que, bien que détaillées, les études ne peuvent faire apparaître tous les facteurs qui peuvent se poser et qui sont liés à chaque type de travaux.

1.3 DEFINITION DU PROJET

NATURE ET LIEU DE L'OPERATION

Le présent rapport porte sur la construction de la brigade canine 38 à Le Versoud et plus particulièrement la partie chenil.

Le site est situé sur l'aérodrome, rue Coppiet, à LE VERSOUD. Le terrain fait partie d'un grand ensemble appartenant à la CCI. Il se trouve à proximité des locaux du chenil de la Gendarmerie. La parcelle (AO90) concernée mesure 540 m².

1.4 LOCALISATION DE L'OPERATION

Altitude : 222 m
Zone de sismicité moyenne (zone 4).
Climatique / zones :
- vent : 1
- neige : C2
- sismicité (décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010) : Moyenne

1.5 ETAT ACTUEL

Terrain sans construction. Passage de réseaux sou terrain.

1.6 PROTECTION CONTRE L'INENDIE

Classement : code du travail-ERT

1.7 CORPS D'ETAT – DEROULEMENT DES TRAVAUX

Corps d'état VRD - TERRASSEMENTS
Corps d'état MACONNERIE
Corps d'état MENUISERIES EXTERIEURES – METALLERIE
Corps d'état ELECTRICITE
Corps d'état PLOMBERIE

L'entrepreneur du présent corps d'état est tenu de prendre connaissance des descriptifs de l'ensemble des autres corps d'état.

TRANCHES :

Les travaux du présent corps d'état feront l'objet d'une seule tranche.

1.8 MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Sans objet

1.9 CONSISTANCE DES TRAVAUX

INSTALLATION GENERALES DE CHANTIER au corps d'état MACONNERIE

VRD

Préparation du terrain

Enlèvement cuve de stockage

Structure sous chenil, sous cheminement stabilisé, sous enrobés et bordures

Raccordement au réseau AEP devant bâtiment

Raccordement au réseau ELECTRICITE sur armoire électrique du bâtiment

Raccordement au réseau EU au réseau existant

Raccordement au réseau EP au réseau existant

Création de fosse septique pour traitement effluents avant rejet dans le réseau

Création de 4 places de stationnement dont 1 PMR

Création de clôtures et haies paysagers sur la totalité du périmètre, avec bande de gravier

Pelouse

MACONNERIE

Fondations

Dalle portée (vide sanitaire) à 0.50 m du sol, avec forme de pente, carrelage + caniveaux avec grille

Escalier béton pour accès

Local technique en aggro enduit ciment
Longrine pour portail coulissant

METALLERIE

Clôtures en treillis soudés + brise vue, hauteur 2.50 h m
Portail coulissant à ouverture manuelle
Portillon métallique plein manuel
Portillon manuel à barreaudage métallique
Bloc porte métallique à 2 vantaux, avec serrure pour local technique
Boxes CPRS PRO TYPE A de 3.00*5.5 m (banc de couchage, niche, nourrisseur 2 gamelles)
Caniveaux bas de pente
Descentes d'eaux pluviales

ELECTRICITE

Coffret électrique
Appareillage suivant locaux et câblage

PLOMBERIE

Réalisation de circuits d'eau Eau Froide
Fourniture et pose de robinets de puisage

1.10 PRINCIPE DE CONSULTATION

Une décomposition du montant global et forfaitaire de la soumission portée sur l'acte d'engagement fait partie de celui-ci, en donnant les quantités et les prix élémentaires par nature d'ouvrages, conformément à la présentation du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire établi par le Maître d'Œuvre.

Les prix unitaires indiqués devront comprendre toutes les sujétions permettant de rendre les ouvrages parfaitement achevés selon les prescriptions contenues au présent document et selon toutes les règles de l'Art.

D'ailleurs, il est rappelé que seuls les prix unitaires indiqués au cadre de décomposition du prix global et forfaitaire sont contractuels. Ils serviront à la détermination des acomptes mensuels dus à l'entreprise ainsi qu'à l'évaluation des travaux en plus et en moins commandés par le Maître de l'Ouvrage.

Les entreprises devront procéder à la vérification du quantitatif présenté à la DPGF et devront faire part de leurs observations éventuelles au moment de la remise des offres.

Il est bien précisé qu'aucune réclamation concernant les quantités établies ne sera admise après la remise des offres.

L'entrepreneur est réputé avoir procédé à une visite détaillée de tous les locaux concernés, et avoir parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux, aux accès, à l'exécution de ses travaux, aux contraintes du site, etc.

Les entreprises doivent renseigner de manière précise le cadre de mémoire joint à la consultation.

Les travaux de réfection totale seront soumis à garantie décennale.

Il est rappelé que les références mentionnées dans les CCTP et DPGF de cette consultation et se rapportant à des marques ou des catalogues de fabricants connus et réputés, ont pour objet de

faciliter le travail de l'entreprise dans sa compréhension des attentes du maître d'ouvrage surtout au niveau de la qualité de la prestation attendu.

Soit s'engagent à respecter les prescriptions proposées ; l'absence de mention particulière dans leur offre vaut engagement de l'entreprise d'installer les produits proposés dans le cahier des charges,

Soit proposent des marques différentes mais rigoureusement équivalentes techniquement et qualitativement au produit préconisé auquel cas l'entreprise doit mentionner très précisément les références de la marque qu'elle se propose d'utiliser, ceci afin que lors de l'analyse technique, cette conformité puisse être vérifiée.

Il est fortement recommandé aux candidats d'utiliser la DPGF fournie dans le DCE. Si le candidat souhaite une présentation différente de son devis, il est autorisé à le faire à condition de reprendre tous les postes et articles mentionnés dans la DPGF du DCE mais en cas d'omission ou d'erreur, l'entreprise sera tenue responsable et son offre jugée non-conforme.

Le cas échéant, l'entrepreneur aura à sa charge de faire établir un constat d'huissier explicitant les désordres constatables avant son intervention, et dont il pourrait être rendu responsable.

1.11 DEFINITION DES PIECES CONSTITUTIVES DU PRESENT DOSSIER

Les pièces constituant le présent dossier, sont les suivantes :

- le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et CCTPC
- Le plan Cadastral
- le rapport géotechnique 138/19/21236 G+E du 24/06/19 de la société EGSOL
- les DICT
- Le plan topographique n° 181570001A01 du 19/07/19 de la société AGATE
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- les plans :
 - Plan Projet

1.12 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- de la configuration des accès et abords
- les moyens qu'il doit engager pour les installations de chantier
- les servitudes diverses à l'environnement
- l'état des existants et leurs principes constructifs
- la nature des matériaux constituant les existants
- de la conception des bâtiments
- la nature des réseaux extérieurs, voiries, trottoirs...
- des moyens d'approvisionnement
- des conditions de stockage,
- de l'éloignement des décharges autorisées

En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent corps d'état et sur leur coût.

L'offre de l'entreprise est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité pour sujétions particulières concernant les difficultés d'accès, de circulation, de phasages, etc...

L'entrepreneur reconnaît s'être rendu compte, sur place, de tous les travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature, il reconnaît avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être omis sur les plans ou dans le C.C.T.P et avoir prévu, dans ses prix unitaires forfaitaires, tous les travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie.

1.13 DEROULEMENT DES TRAVAUX

PHASAGE

Les travaux se dérouleront en une seule phase, suivant déroulement des travaux, à compter de l'ordre de service correspondant, selon les prescriptions de l'acte d'engagement.

Cependant, les installations de chantier pourront être déplacées en cours de chantier, suivant avancement des bâtiments.

ENVIRONNEMENT ET NUISANCES

L'entrepreneur devra veiller à la protection de l'environnement et ne devra en aucun cas permettre sans accord préalable, toutes implantations, tous passages de véhicules ou de personnels en dehors des limites de chantier.

L'entreprise devra en outre toutes les réfections nécessaires dans le cas de détériorations accidentelles des ouvrages publics ou privés, pendant toute la durée des travaux, ainsi que l'entretien et le curage des caniveaux et canalisations extérieurs dans lesquels, elle serait amenée à évacuer des eaux.

L'entrepreneur devra en particulier assurer le nettoyage permanent des chaussées d'accès au chantier et la réfection dans les 24 heures, dans le cas de détériorations accidentelles.

Le fonctionnement des moteurs et appareils devra être réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux riverains, en particulier des mesures devront être prises pour limiter le bruit produit par les moteurs, outils ou appareils employés sur le chantier conformément à la législation en vigueur.

DELAI GLOBAL DES TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT (hors intempéries)

Période de préparation : 6 semaines

Travaux TCE : 3 mois

Le planning détaillé sera mis au point pendant la période de préparation.

Il sera rendu contractuel par ordre de service.

1.14 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

RECONNAISSANCE DES TRAVAUX :

Les documents de base ainsi que les indications données dans le présent document constituent un ensemble et définissent l'énumération des travaux à réaliser au titre du présent contrat de travaux par l'Entrepreneur.

L'omission sur l'un des documents d'un détail précisé par les autres ou inversement, et plus généralement tout détail qui aurait été omis et dont la réalisation s'imposerait d'après les Règles de l'Art et les divers textes en vigueur, est implicitement inclus dans les prix du contrat de travaux.

Il appartient à chaque Entrepreneur participant à la consultation, au cours des études qu'il fera antérieurement à la remise de son offre, de se faire donner, dans les conditions définies dans les divers documents du dossier de consultation des entreprises, tous les éclaircissements nécessaires pour la présentation d'une offre complète et sans omission.

L'entrepreneur ne pourra pas se prévaloir d'erreurs ou lacunes dans les pièces du contrat de travaux postérieurement à sa passation pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement du chantier ou pour prétendre à une majoration des prix souscrits.

Il ne pourra pas non plus invoquer une erreur de sa part dans le sous détail des prix ou dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Il en serait de même si la stricte application des documents du contrat de travaux lui imposait un mode d'exécution différent de celui qu'il avait prévu.

Avant toute exécution des travaux, et sous sa seule responsabilité, l'Entrepreneur est tenu de procéder à une reconnaissance des lieux de manière à prévoir toutes les difficultés ou sujétions particulières qu'il pourrait rencontrer.

Il est rappelé qu'une visite des lieux est obligatoire pour répondre à la consultation.

Toutes les prestations accessoires sont incluses implicitement dans le prix global et forfaitaire souscrit (raccord de maçonnerie et/ou de peinture ou tapisserie, reprise de pièces de bois et/ou de cadre conservés abîmés, nettoyage soigné des lieux, etc.).

Les prix proposés par l'Entrepreneur dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) tiendront compte des matériaux, des matériels, de la main d'œuvre, des déplacements, du transport et des prestations.

ASSURANCE :

Au cas où des dégâts imputables à l'Entrepreneur seraient constatés, la remise en état resterait à sa charge entière sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité. En cas de refus de sa part à intervenir, le montant des remises en état serait entièrement retenu sur les sommes qui lui seront dues.

L'Entrepreneur devra également assurer la sécurité sur le plan général. Il devra en outre prendre sous sa seule responsabilité, toutes les mesures concernant la sauvegarde de ses matériaux, matériels, fournitures et outillages. Le Maître d'Ouvrage ne pourra, en aucun cas, être tenue pour responsable de disparitions ou de dégradations qui viendraient à se produire.

Par ailleurs, l'entrepreneur assurera la protection des personnes (occupants des lieux, visiteurs, et personnels de son entreprise) pendant toute la durée des travaux.

GARANTIE :

L'entrepreneur doit être couvert par un contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle et en garantie biennale et décennale pour les travaux à réaliser.

L'entreprise produira avec son offre un certificat d'assurance attestant qu'elle est couverte pour le type de travaux considérés.

Elle devra obligatoirement, dans son offre, faire état des produits qu'elle propose de mettre en œuvre.

1.15 GESTIONS DES DECHETS

- Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 (modifiée) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances.
- Arrêté du 4 Janvier 1985 suivi des déchets.
- Loi n° 88.1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Circulaire du 28 décembre 1990 et Arrêtés préfectoraux sur Etude Déchets.
- Loi n° 92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels.
- Loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de Classe I.
- Décret n° 98.679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route.
- Règlement des transports des matières dangereuses.
- Règlement sanitaire départemental.
- Guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets Inertes du BTP édition de juin 2004.
- Recommandation T2 2000 relative à l'obligation des maîtres d'œuvre.

Les déchets à évacuer pourront être du type suivant :

LES DECHETS INERTES :

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage tels que les pierres, les gravats, le béton, la céramique, la terre cuite.

Ils sont destinés soit au recyclage soit au stockage en décharge pour matériaux inertes "dite de classe III".

LES DECHETS NON DANGEREUX :

Exemple : déchets industriels banals ou DIS.

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques mais qui ne sont pas inertes, comme les revêtements de sols et de murs, le bois non traité, les plastiques, les métaux, ...

Ils doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, recyclage, récupérable, valorisation, soit vers des incinérateurs de stockage de classe II.

LES DECHETS DANGEREUX :

Exemple : déchets industriels spéciaux ou DIS.

Ce sont des déchets tels que ; les résidus de peinture, les pots de colle, les déchets qui contiennent de l'amiante, les bois traités, ..., qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques.

Ils doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération, unité d'incinération spécifique, ...

Ils doivent faire l'objet de bordereaux de suivi de déchets industriels (tels que régis par l'arrêté du 4 janvier 1985).

LES EMBALLAGES :

Comme les housses PVC, les cartons, les palettes, ...

Ce sont des déchets appartenant à la catégorie des DIB mais soumis à des objectifs de valorisation stricts.

Les déchets d'emballage doivent être valorisés et remis à des entreprises agréées.

Les entrepreneurs seront responsables de leurs déchets.

Ils devront prendre connaissance de la recommandation T2.2000 ou de la norme NFP 03.001 comme texte de référence pour la gestion des déchets.

Toute méthode évitant le mélange des déchets est encouragée.

Le maître d'œuvre et le coordinateur SPS suivront durant la durée du chantier la gestion des déchets, de leurs tris et de leurs destinations.

En conséquence, les entreprises tiendront compte de cette contrainte dans leur offre

2 PRESCRIPTIONS COMMUNES

2.1 PRESCRIPTIONS D'ORDRE GENERAL

La nomenclature des travaux a été analysée avec soin. Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur en temps utile, il ne pourrait se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartient donc de formuler ses observations pendant ou après la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Il devra dans ce laps de temps, indiquer au Maître d'œuvre, toute erreur, oubli ou défaut de concordance entre les plans, le devis descriptif et le devis quantitatif.

Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art ; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appel d'offre, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément ni à la remise en cause de l'invariabilité du forfait.

L'entrepreneur devra vérifier toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leurs concordances.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devra en demander l'inscription en P.V au Maître d'Œuvre ou au Contrôleur des travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

L'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel ou des intempéries. Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartient de prendre toutes précautions utiles en termes de protections, bâchages, protections contre le vol, etc...

qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Les entrepreneurs se référeront pour tous les ouvrages cités aux présents CCTP aux règlements de construction et aux Normes Françaises en vigueur à la date de la consultation.

Ils prendront en compte :

- les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental,
- les prescriptions du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les bâtiments d'Habitation
- et d'une façon générale, toutes les prescriptions particulières applicables, notamment celles des sociétés concessionnaires pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, gaz, téléphone, égouts...) et celles des services publics (Poste, ordures ménagères etc...).

D'une façon générale, il est indiqué que tous les matériaux concernés par les présentes prescriptions devront être présentés par les entrepreneurs avec tous les échantillons, procès-verbaux, documentations et justifications nécessaires. En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'Œuvre pourra demander à l'entrepreneur et à la charge de celui-ci tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.

Toutes les réceptions, pour les corps d'état concernés par les présentes prescriptions, comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés, et de leur mise en œuvre. Les frais relatifs à ces essais sont à la charge de l'entrepreneur concerné.

REGLES DE L'ART

Documents généraux

Seront considérés comme Règles de l'Art et de ce fait applicables contractuellement aux Marchés d'entreprises :

- o Code du Travail ;
- o Code de l'urbanisme et plan local d'urbanisme ;
- o Code de la construction et de l'habitation ;
- o Code de la santé publique ;
- o Code de l'environnement ;
- o Cahier des Clauses Techniques Générales ;
- o Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- o Eurocodes ;
- o Règles de calcul pour le dimensionnement des ouvrages ;
- o Règles et normes parasismiques ;
- o Réglementation concernant les handicaps ;
- o Réglementation Thermique RT 2012 ;
- o Réglementation **ICPE 2120** ;
- o Règlement Sanitaire Départemental Type ;
- o Réglementation contre les bruits de voisinage ;
- o Réglementation sur le rejet des eaux ;
- o Cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) concernant la notice sur le classement UPEC et classement UPEC.A+ des locaux ;
- o Toutes normes réglementaires concernant la protection des personnes contre les risques (courants électriques, chutes, etc), notamment la protection des personnes durant le chantier ;
- o Etc.

Les textes de base énoncés ci-avant ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non traditionnels mis en œuvre devront faire l'objet d'un avis technique du CSTB en cours de validité, ou d'un cahier des charges visé favorablement par un organisme de contrôle agréé par l'état, accompagné d'une police d'assurance en responsabilité civile et décennale spécifique au produit considéré. A défaut, les produits ou procédés présentés pourront être refusés.

Marques et Cahiers des Charges des Fabricants

Les spécifications techniques des produits préconisés dans le CCTP sont imposées aux entrepreneurs qui doivent en tenir compte dans leurs prix, cependant d'autres produits équivalents à ceux préconisés dans les CCTP pourront être proposés.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.

Documents écrits et graphiques

L'entrepreneur devra prendre connaissance du CCTP dans son intégralité ainsi que l'ensemble des corps d'état qui s'y rapporte.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile ; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit en accord avec le Maître d'Œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'Œuvre les erreurs qui pourraient être constatées. Aucune cote ne devra être mesurée sur plan en vue d'exécution.

Les entrepreneurs sont tenus de signaler par écrit au Maître d'Œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les autres documents, en ce qui concerne les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire au parfait achèvement de leurs propres réalisations.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du Maître d'Œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global et forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au CCAP entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice versa.

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'Entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail certains ouvrages tels que façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages... ces travaux sont compris dans le marché au même titre quelles autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages. La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état et sur l'étude des ouvrages par la Maîtrise d'œuvre.

2.2 COORDINATION ENTRE CORPS D'ETAT

Les travaux des différents corps d'état seront exécutés en parfaites et étroites liaisons avec toutes les entreprises, la coordination assurée par le Maître de chantier ou par une tierce personne ne peut comprendre les liaisons interentreprises.

De ce fait en dehors des rendez-vous de chantier les entreprises sont seules responsables des interférences ou incidences ; si une prestation exécutée devait faire l'objet d'une modification ou d'une dépose et repose pour non concordance de coordination, elle se fera au frais exclusif des entreprises en cause.

2.3 ETUDES - PLANS - NOTICES

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a vérifié tous les plans, coupes, façades, détails d'exécution ainsi que les indications prescrites dans les diverses pièces écrites.

La Maîtrise d'œuvre est missionnée pour une mission de base avec études d'exécution en référence à la loi N° 85-704 du 12 Juillet 1985 et au décret 93-1268 du 29 Novembre 1993, et de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

Les quantitatifs donnés dans la décomposition de prix ne sont pas contractuels. Les entreprises sont réputées avoir contrôlé les indications des quantitatifs, en s'appuyant sur les documents graphiques et compléments de calculs éventuels pour établir leurs prix qui sont dans tous les cas forfaitaires.

Les plans d'atelier et de chantier, de fabrication et de préfabrication des ouvrages sont dus par les entreprises. Ces plans seront soumis au visa du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant réalisation.

Préalablement à la réception, les entrepreneurs doivent remettre au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage les plans techniques définitifs accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien, et la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leur marque, type, référence pour constituer le dossier d'archives et de maintenance de l'ensemble de la construction (nombre d'exemplaires suivant indications du CCAP).

En cas de non fourniture de ces documents, une retenue forfaitaire pourra être réalisée par le Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs toutes les installations techniques seront obligatoirement soumises aux essais de bon fonctionnement suivant les documents COPREC n°1 et 2. Ces essais sont à la charge de l'entreprise qui devra en communiquer les résultats au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle pour vérification et avis.

Devront également être joints à ces dossiers, les divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance et réaction au feu, isolation acoustique, isolation thermique, normes NF, spécifications UTE, CONSUEL, classements et labels, certificat attestant des qualités d'eau potable...

Dans le cas d'ouvrages préfabriqués ou d'exécution difficile, le Maître d'Œuvre pourra exiger avant la mise au point définitive, l'exécution d'un prototype ou la maquette à l'échelle grandeur nature des parties les plus complexes.

2.4 IMPLANTATION

L'entrepreneur doit assurer l'établissement de repères fixes de planimétrie et de nivellement rattachés au niveau NGF (ou autre référence à faire valider expressément par le Maître d'Œuvre), de même que le report de deux axes et de six points par bâtiment. Il devra procéder à la mise en place de ces repères à ses frais et sous sa responsabilité par un géomètre expert agréé par le Maître de l'ouvrage, conformément à l'article du CCTP de son corps d'état et aux prescriptions du CCAP.

L'entrepreneur devra assurer le maintien en bon état de ces repères pendant toute la durée du chantier.

A partir de ces repères, l'entrepreneur doit assurer l'implantation des constructions au moyen de chaises, piquets maçonnés, bornes, établis en dehors de l'emprise des bâtiments.

Les erreurs de côtes et d'altitude que les opérations d'implantation pourraient révéler doivent être immédiatement signalées au Maître d'Œuvre en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

L'entrepreneur devra en outre assurer la liaison avec les différentes administrations afin de vérifier que les alignements et cotes de raccordements des VRD, voies, égouts et fluides divers sont compatibles avec les implantations qu'ils réalisent.

Un procès-verbal d'implantation devra être dressé par un géomètre expert agréé par le Maître d'ouvrage aux frais de l'entreprise.

Ce document précisera notamment :

- les axes et alignements de base
- les cotes de niveau des rez de chaussée
- les cotes de niveau de la voirie et des abords des bâtiments.

Il sera transmis au Maître d'Œuvre qui vérifiera la concordance avec son projet et sera ensuite adressé au Maître d'Ouvrage.

2.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

NOTA IMPORTANT :

Nous attirons l'attention des entreprises sur le fait que l'ensemble des installations de chantier seront déplacées en cours de chantier, sur demande et indications de l'OPC et du Maître d'œuvre, suivant avancement des travaux.

L'entreprise devra prendre en compte dans son offre de prix tous les frais susceptibles d'être occasionnés pour le déplacement de l'ensemble de ces installations de chantier.

2.5.1 PANNEAU DE CHANTIER

Conformément à la réglementation sur la publicité du Permis de Construire et aux exigences de la Direction Départementale du Travail et de L'Emploi, l'entrepreneur fournit et met en place pendant la période de préparation du chantier, le panneau de chantier indiquant notamment les noms et adresses du Maître d'Ouvrage, de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre, du Contrôleur Technique, des Entrepreneurs et de tous leurs sous-traitants, la date de commencement des travaux et celle prévue pour leur achèvement, ainsi que les informations réglementaires du Permis de Construire.

Ce panneau sera strictement conforme au modèle imposé par le Maître d'Ouvrage et le Maître

D'Œuvre.

2.5.2 CLOTURES DE CHANTIER

Ensemble comprenant :

- la fourniture et la pose de clôtures extérieures de chantier rigides, mises en œuvre pour isoler le chantier des parties accessibles au public, hauteur totale mini 2,00 m, leur déplacement en cours de chantier si nécessaire
- au moins un portail de service fermant à clé, y compris toutes sujétions de fermeture complémentaire et de clôture du site
- toutes signalisations d'interdiction d'accès au chantier et de rappel des dangers sur toute la périphérie du chantier,
- la dépose de ces clôtures en fin de chantier sur ordre spécifique du Maître d'œuvre.

2.5.3 BUREAUX - BARAQUEMENTS

Dès le début des travaux, l'entreprise de Gros-Œuvre installera sur le chantier un local destiné à permettre les réunions de chantier pour toutes les entreprises, l'examen et la conservation des documents écrits ou graphiques. Ce local réservé au Maître d'Œuvre pourra être fermé à clef. Il aura une superficie suffisante pour recevoir toutes les personnes assistant aux réunions de chantier. Il sera clos, couvert, éclairé, chauffé et entretenu en bon état de propreté. Il sera muni de tables, sièges, aciers, panneaux d'affichage et tous accessoires nécessaires pour son emploi. La fourniture et l'installation de ces constructions seront à la charge de l'entrepreneur et leur entretien sera imputé à l'entrepreneur, conformément aux dispositions précisées par le CCAP.

2.5.4 INSTALLATIONS SANITAIRES DE CHANTIER

Dès le début des travaux, l'entrepreneur mettra en place l'ensemble des installations sanitaires de chantier, suivant la réglementation et les préconisations du coordonnateur SPS (WC, douche, réfectoire ...)

Les dépenses générées (investissement, installation, location, entretien...) seront imputées conformément aux dispositions précisées par le CCAP.

2.5.5 RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Le raccordement des réseaux propres aux bâtiments se fera sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, après essais, et à condition que les réseaux intérieurs possèdent tous leurs équipements définitifs.

Les entrepreneurs assurent l'entretien des réseaux qui leur incombe jusqu'à la fin du chantier.

2.5.6 BRANCHEMENTS DIVERS DE CHANTIER

Sauf stipulations contraires mentionnées en annexe au CCAP, tous les branchements, eau, électricité, téléphone nécessaires à la bonne marche du chantier, ainsi que toutes les installations et équipements y afférents seront mis en place par l'Entreprise, pendant la période de préparation du chantier et conformément au plan des installations qu'il aura fourni.

Les installations électriques intérieures de chantier seront réalisées par l'entreprise, à l'exception de l'alimentation des appareils de levage et grues.

Les dépenses générées par les consommations et installations de chantier seront réparties conformément aux dispositions précisées par le CCAP.

L'entrepreneur se chargera de toutes les démarches auprès des services administratifs compétents : Télécoms, Electricité, Gaz, DDE, Commune, les services concessionnaires des réseaux, etc.

Il ne saurait être pris en compte des difficultés d'alimentation pour justifier d'un retard sur les délais.

Toutes les installations sanitaires de chantier, conformes à la réglementation en vigueur, y compris leur raccordement au niveau d'assainissement, seront exécutées avec l'accord préalable des services publics.

2.5.7 NETTOYAGE ET REPLIEMENT DES INSTALLATIONS

Après l'exécution des ouvrages, les entreprises devront laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux. En particulier, chaque entrepreneur devra livrer les ouvrages exécutés aux corps d'état qui lui succèdent dans un état de propreté suffisant pour éviter toutes sujétions de nettoyage à celui-ci.

Chaque entrepreneur se chargera quotidiennement de l'évacuation en dehors de l'emprise du chantier et du tri de ses propres déchets et/ou déblais, à ses frais, en décharges agréées (interdiction de brûler les déchets sur le site). Chaque entrepreneur devra procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Dans le cas d'interventions multiples dans une zone, le Maître d'Œuvre définira des responsabilités par zone aux divers entrepreneurs.

Dans le cas où un ou plusieurs entrepreneurs ne satisferaient pas à leurs obligations de nettoyage, le Maître de Chantier ou le Maître d'Œuvre fera intervenir une entreprise spécialisée aux frais du ou des entrepreneurs responsables.

En outre, il devra être réalisé un nettoyage complet de "fin de chantier" après l'intervention de tous les corps d'état à l'intérieur des locaux. Ce nettoyage sera réalisé par l'entreprise.

2.6 PROTECTION DES OUVRAGES

Les entrepreneurs seront responsables vis-à-vis du Maître d'Ouvrage des dégâts pouvant survenir, jusqu'à la réception, aux ouvrages qu'ils ont exécutés, charge à eux de prendre toutes mesures préalables pour éviter les dégâts prévisibles et de se prémunir d'une assurance ou de se retourner contre les entrepreneurs responsables. Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompes, etc, ou contre toute autre source de nuisance concernant leurs ouvrages.

Réciproquement, les entrepreneurs sont responsables des dommages causés par leurs propres travaux aux ouvrages des autres corps d'état. De ce fait, au fur et à mesure de leur réalisation ou mise en place, tous les ouvrages doivent recevoir toute protection adéquate sous la responsabilité de l'entrepreneur concerné.

Les matériaux de protection (cartonnage, bâchage...) seront enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur qui les a mis en œuvre, et évacués à ses propres frais.

Les films plastiques seront enlevés suivant prescriptions du fabricant et avant que les agents climatiques rendent leur élimination difficile.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à la réception des bâtiments.

2.7 DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX

Conformément à la circulaire du 30 Octobre 1979 (J.O. du 4 novembre 1979) "Établissement d'un formulaire type pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics", les entrepreneurs sont tenus avant tous travaux d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements (Télécoms, Electricité, service des eaux, concessionnaires divers...) suivant le modèle mis au point par l'administration (CERFA n° 900047).

2.8 AUTO CONTROLE DES ENTREPRISES

En début de chantier, l'entreprise donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Les entrepreneurs tiendront à disposition du Bureau de Contrôle :

- la liste des vérifications envisagées par l'entreprise pour s'assurer de la bonne exécution des

Ouvrages - la formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées.

- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles interne de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux règles de l'art.

- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU ou les règles professionnelles et les essais particuliers exigés par les pièces écrites.